

Création d'une chaufferie Biomasse centralisée et d'un réseau chaleur 70250 RONCHAMP

Maître d'Ouvrage :

MAIRIE DE RONCHAMP

2 place de la Mairie

70250 RONCHAMPS

Tel : 03.84.20.64.70

Mairie.ronchamp@wanadoo.fr

Assistant Maîtrise d'Ouvrage

SIED DE LA HAUTE SAONE

20 Avenue des Rives du Lac

70000 VAIVRE ET MONTOILLE

Tél : 03.84.77.00.04

c.chapelle@sied70.fr

Maître d'Oeuvre :

L'ATELIER D'ARCHITECTURE

5 rue du Pâquis

70170 SCYE

Tél : 09.61.46.82.49.

Aarchitecture.roger@gmail.com

BET PETIN-HENRY

60 Rue Gérôme

70000 VESOUL

Tél : 03.84.76.37.76

contactbet@petin-henry.fr

Contrôleur Technique :

DEKRA INDUSTRIAL SAS

10 Rue de Lirenne

25480 ECOLE VALENTIN

Tél : 03.81.60.77.23

Samuel.chopard@dekra.com

Coordinateur SPS :

BLONDEAU INGENIERIE

30 Avenue Villarceau

25000 BESANCON

Tél : 03.81.81.69.19

jfplante@blondeau-ingenierie.com

belfort@blondeau-ingenierie.com

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

INDICE	DATE	MODIFICATIONS
0	25/10/2017	Etabli par JF PLANTE sur la base du DCE

Document comprenant : 16 pages à intégrer dans les DCE.

Bureau d'études bâtiment/infrastructure - Coordination sécurité/santé - O.P.C.
30 avenue Villarceau, 25000 BESANCON. Tél : 03.81.81.48.49 - Fax : 03.81.81.32.00

Agence : Belfort

SARL au capital de 160 000 € SIRET : 39381660800029

blondeau.besancon@wanadoo.fr

www.blondeau-ingenierie.com

SOMMAIRE

1. AVANT PROPOS

- 1.1 PGCSPPS (Définition)
- 1.2 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION
- 1.3 PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES
- 1.4 MISSION DU COORDONNATEUR

2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

- 2.1 PRESENTATION DU PROJET
 - 2.1.1 Adresse – Nom de l'opération
 - 2.1.2 Descriptif sommaire
 - 2.1.3 Délais
- 2.2 INTERVENANTS
 - 2.2.1 P.A.C. (participants à l'acte de construire)
 - 2.2.2 Organismes de prévention
 - 2.2.3 Concessionnaires
- 2.3 LISTE DES LOTS
 - désignation des sous-traitants

3. ORGANISATION DES SECOURS

- 3.1 NUMEROS D'URGENCE
- 3.2 MOYENS D'APPEL DES SECOURS
- 3.3 PLANS D'ACCES ET D'EVACUATION
- 3.4 SECOURISTES
- 3.5 CONSIGNES INCENDIE
- 3.6 DISPOSITIONS PARTICULIERES LIEES AU SITE

4. ORGANISATION GENERALE

- 4.1 ACCES
 - 4.1.1 Définitions
 - 4.1.2 Plan de circulation pour accéder au chantier, y compris signalisation d'accès
- 4.2 CLOTURE
- 4.3 CONTROLE D'ACCES
 - 4.3.1 Responsable (ouverture, fermeture...)
 - 4.3.2 Badges
 - 4.3.3 Conditions d'accès et d'accueil + signalisation
- 4.4 CIRCULATIONS INTERIEURES
 - 4.4.1 Circulations (VL, PL, Engins, Piétons)
 - 4.4.2 Parkings, stationnements
 - 4.4.3 Signalisation
- 4.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER
 - 4.5.1 Cantonnement
 - 4.5.2 Branchements chantier
 - 4.5.3 Stockage
- 4.6 PLANNING PHASAGE
 - 4.6.1 Planning contractuel
 - 4.6.2 Mode opératoire général
 - 4.6.3 Contraintes spécifiques
 - 4.6.4 Contraintes d'approvisionnement
- 4.7 CONTRAINTES LIEES AU SITE
 - 4.7.1 Voisinage
- 4.8 PROTECTIONS COLLECTIVES
 - 4.8.1 Généralités
- 4.9 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

5. INTERFERENCES / COACTIVITES

- 5.1 GESTION DES ALEAS
- 5.2 SALUBRITE DU CHANTIER

6. P P S P S

1. AVANT PROPOS

1.1 PGCSPS (DEFINITION)

Le plan général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence ou de la succession, des activités des différents intervenants sur le chantier. Il répond aux exigences de la loi 93-1418 du 31/12/93 et son décret du 26/12/94.

Il constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

1.2 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

- a) éviter les risques ;
- b) évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- c) combattre les risques à la source ;
- d) adapter le travail à l'homme ;
- e) tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- f) remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui est moins dangereux ;
- g) planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- h) prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- i) donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Obligation des entreprises :

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie et autres.

Chaque représentant des entreprises sur le site, doit d'une part signer les observations du coordonnateur avec réponse éventuelle de leur part, d'autre part, respecter les directives du présent PGC.

Les PPSPS devront être établis et diffusés au coordonnateur 30 jours avant le début des travaux.

1.3 PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

Décret du 20/03/1979	Formation à la sécurité
Décret du 03/09/1992	Manutention manuelle
Loi du 31/12/1993 n°93-1418	Chantiers temporaires et mobiles
Décret du 26/12/1994 n° 99-1159	Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil
Loi du 31/12/1991 n° 91-1414	Equipements de travail, moyens de protection

Décrets 92-765

766

767

768

93-40

93-41

Circulaire D.R.T. du 22/09/1993 n° 93-22

Instruction D.R.T. du 18/03/93 n° 93-13

Dispositions Générales

Recommandations CRAM

Décret du 08/01/65

Décret du 14/11/88 (Electricité)

Décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004 (échafaudage, cordes et échelles)

1.4 MISSION DU COORDONNATEUR

A) Le Coordonnateur SPS doit informer le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies dans le PGC parallèlement à son inscription dans le registre journal de la coordination de sécurité.

B) En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le Coordonnateur SPS doit prendre ou faire prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre Journal de la Coordination et une information est faite par fax au Maître de l'ouvrage et au Maître d'œuvre dans les 2 heures. Les reprises du travail sont décidées par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre.

Tout différent entre le Coordonnateur SPS et l'un des intervenants fera l'objet d'une ou plusieurs réunions de conciliation entre les intéressés.

En cas de désaccord, il est soumis à l'arbitrage du Maître de l'ouvrage.

C) Le Coordonnateur SPS a libre accès en toute heure et en tout lieu du chantier, y compris dans l'enceinte des installations de chantier des entreprises intervenantes à l'opération.

D) Le Coordonnateur a autorité, dans le cadre de l'exercice de ses missions, pour convoquer tout intervenant notamment pour entretiens, réunions de travail, visites du chantier...

2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

2.1 PRESENTATION DU PROJET

2.1.1 Adresse – Nom de l'opération

Place du 14 Juillet 70250 RONCHAMP

2.1.2 Descriptif sommaire

Les travaux consistent :

- En la création d'une chaufferie collective biomasse, création de sous stations dans divers bâtiments et création d'un réseau de chaleur.

2.1.3 Délais

Un planning sera fourni par le maître d'œuvre.

2.2 INTERVENANTS

2.2.1 PAC (Participants à l'Acte de Construire)

Maître d'Ouvrage :

MAIRIE DE RONCHAMP

2 place de la Mairie

70250 RONCHAMPS

Tel : 03.84.20.64.70

Mairie.ronchamp@wanadoo.fr

Assistant Maîtrise d'Ouvrage

SIED DE LA HAUTE SAONE

20 Avenue des Rives du Lac

70000 VAIVRE ET MONTAILLE

Tél : 03.84.77.00.04

c.chapelle@sied70.fr

Maître d'Oeuvre :

L'ATELIER D'ARCHITECTURE

5 rue du Pâquis

70170 SCYE

Tél : 09.61.46.82.49.

Aarchitecture.roger@gmail.com

BET PETIN-HENRY

60 Rue Gérôme

70000 VESOUL

Tél : 03.84.76.37.76

contactbet@petin-henry.fr

Contrôleur Technique :

DEKRA INDUSTRIAL SAS

10 Rue de Lirene

25480 ECOLE VALENTIN

Tél : 03.81.60.77.23

Samuel.chopard@dekra.com

Coordinateur SPS :

BLONDEAU INGENIERIE

30 Avenue Villarceau

25000 BESANCON

Tél : 03.81.81.69.19

jfplante@blondeau-ingenierie.com

belfort@blondeau-ingenierie.com

2.2.2 Organismes de prévention

Inspection du travail	Cité administrative 70014 VESOUL	Tél :03.84.57.71.00
CARSAT Bourgogne FC	38 rue de Cracovie 21044 DIJON Cedex	Tél : 03.80.70.52.67 Fax : 03.80.70.51.73
OPPBTP	6 rue St John PERSE 21000 DIJON	
Médecine du travail	8 rue Palissy 70000 VESOUL	Tél : 03.84.97.11.80 Fax : 03.84.97.11.86

2.2.3 Concessionnaires

Mairie de RONCHAMP	2 Place de la Mairie 70250 RONCHAMP	Tél : 03.84.20.64.70
EDF	Service dépannage	Tél : 0810.040.333
France Télécom	39 Faubourg de France 90000 BELFORT	Tél : 0800.10.14.70

Nota : il incombe à l'entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux (DICT, autorisation concessionnaires)

2.3 LISTE DES LOTS

Lot 01 : Démolitions – Gros œuvre – Terrassements – VRD

Lot 02 : Plâtrerie - Isolation – Peinture

Lot 03 : Menuiserie Métallique – Serrurerie

Lot 04 : Chauffage

Désignation des sous-traitants

- **Les entreprises sous-traitantes** devront être agréées par le **Maître d'Ouvrage** dans les conditions prévues à l'article du C.C.A.P.
- Elles devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.)
- **Les entreprises sous-traitantes** devront obligatoirement avant toute intervention sur le site effectuer avec le **Coordinateur SPS une Inspection Commune** conformément à la Législation en vigueur.

Cas particulier :

- **Interventions ponctuelles**

Peuvent être considérées comme interventions ponctuelles la fourniture du Béton Prêt à l'emploi et l'utilisation de grues mobiles pour des périodes très courtes (déchargement ou déplacement de matériel/matériaux).

- Dans ce cas, le prestataire de service ou le fournisseur ne sont pas considérés comme des sous-traitants.

3. ORGANISATION DES SECOURS

TOUT TEMOIN D'ACCIDENT DOIT

1 - S'ASSURER QU'IL N'Y A PLUS DE DANGER

2 - ALERTE UN SECOURISTE

Sous les instructions du secouriste

3 - PREVENIR LES SECOURS EN COMPOSANT LE **15** ET EN INDIQUANT :

- LE TYPE D'ACCIDENT (Chute de hauteur, brûlure, électrisation, etc...)
- LE NOM DE L'ENTREPRISE
- LE NUMERO DU POSTE D'APPEL :
- LE LIEU DE L'ACCIDENT :
- LE POINT DE RALLIEMENT :

NB : LE POINT DE RALLIEMENT EST FIXE

- LES RENSEIGNEMENTS SUR L'ETAT DE L'ACCIDENTE

4 - ENVOYER QUELQU'UN AU POINT DE RALLIEMENT POUR ACCUEILLIR LES SECOURS ET LES GUIDER JUSQU'AU LIEU DE L'ACCIDENT

CONSIGNES PARTICULIERES

- NE PAS COUPER LA COMMUNICATION AVEC LES SECOURS
ATTENDRE QUE VOTRE CORRESPONDANT RACCROCHE
- LAISSER QUELQU'UN AUPRES DU TELEPHONE POUR REPONDRE A UN EVENTUEL APPEL DES SECOURS JUSQU'A LEUR ARRIVEE.

4. ORGANISATION GENERALE

4.1 ACCES

4.1.1 Définitions

Chantier	Accès
Chaufferie Biomasse – Réseaux de chaleur et sous stations de chauffage	Chaufferie Place du 14 Juillet 70250 RONCHAMP

Les entreprises devront exclusivement emprunter cet itinéraire d'accès.

Les voies objet de travaux de réseau devront être entretenues pendant toute la durée des interventions des Lots 01 et 04.

4.1.2 Plan de circulation pour accéder au chantier, y compris signalisation d'accès

L'accès au chantier de la chaufferie se fera par la rue du Marché et la Place du 14 Juillet.

Cet accès et les abords devront être entretenus et rester propres en raison de la présence de résidents dans les immeubles voisins.

4.2 CLOTURE

Le chantier sera entièrement clôturé, des barrières de type HERRAS, d'une hauteur de 2 mètres équipées de brides qui seront installées en périphérie de la zone de travaux pour délimiter l'emprise de la base vie et la zone de stockage.

En ce qui concerne les bâtiments objet de travaux de création de sous stations (Salle des Fêtes – Salle de DOJO – Poste et logements – Relais de la Diligence et logements – Office du tourisme – Maison Gadriot – Mairie et Maison MAULINI), des protections par barrières TP ou HERRAS seront mises en place en périphérie de la Zone travaux. L'accès aux bâtiments devra être préservé en permanence.

4.3 CONTROLE D'ACCES

4.3.1 Responsable (ouverture, fermeture...)

A la charge de l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre, puis des corps d'état secondaires après le départ du Gros Œuvre.

Horaires de travail :

7h30 – 12h00 13h00 – 19h30

Sauf autorisation exceptionnelle en cas d'urgence. Prévenir le maître d'ouvrage.

4.3.2 Badges

Néant

4.3.3 Conditions d'accès et d'accueil + signalisation

Il n'est pas prévu de gardiennage de chantier.

Seules les personnes habilitées pourront accéder au chantier, les intérimaires seront enregistrés sur le registre du personnel, informés et formés des risques liés à leur fonction.

4.4 CIRCULATIONS INTERIEURES

4.4.1 Circulations (VL, PL, Piétons...)

- Les voies de circulation empruntées par les véhicules entreprise seront maintenues en bon état durant la durée du chantier.
- La circulation des véhicules entreprise sera limitée, et devra adapter une vitesse réduite en raison de la situation des travaux, qui sont effectués sous circulation..

4.4.2 Parkings, stationnements

Les zones de stationnement et de parking seront incluses dans la zone de chantier de la Chaufferie.

4.4.3 Signalisation

Signalisation des accès :

Cette signalisation sera mise en place par le lot principal et comprend :

- Des panneaux « chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire » qui seront posés sur les barrières HERRAS, délimitant le chantier de la Chaufferie, puis des zones de travaux des sous stations.

Signalisation des zones de stockage :

Le stockage des matériaux y compris les tuyauteries et accessoires du réseau chaleur, sera effectué dans la zone de chantier de la chaufferie. Les entreprises devront approvisionner les parcours de réseau au fur et à mesure, pour ne pas causer de gêne à la circulation, et ne pas encombrer les chaussées.

Signalisations des points particuliers

Lors des ouvertures de fouille ou les travaux de fonçage, ces dernières devant rester ouvertes seront protégées par des barrières TP sur tout leur itinéraire. Des passerelles protégées par des gardes corps seront mises en place au droit des accès des résidences et des plaques métalliques circulables seront installées devant les entrées carrossables des riverains ainsi que sur les tranchées traversantes.

Ces zones seront balisées de jour comme de nuit à l'aide de panneaux de chantier – Chaussée rétrécie ou le cas échéant Route barrée Déviation - Limitation de vitesse.

Cette signalisation sera soumise à l'accord des services de la Mairie, et seront mises en place sous couvert d'un arrêté, qui devra être affiché sur les panneaux provisoires de chantier.

4.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER

4.5.1 Cantonnement

Ces installations sont à la charge du Lot Démolitions – Gros œuvre, à mettre en place sur le site de la chaufferie :

1. Locaux communs, sanitaire, réfectoires, infirmerie

Un local à usage de salle de réunion avec table, chaises. Ce local devra être chauffé et éclairé ; il sera équipé, d'armoires de rangement fermant à clé destinées aux dossiers et échantillons, d'une trousse de secours et de casques pour les visiteurs.

Ce local pourra si besoin être utilisé par les employés désirant prendre leur repas sur place, dans ces conditions il sera équipé d'un frigo et d'un appareil de réchauffage des plats.

L'entretien en cas de prises de repas est dû par les personnes utilisatrices.

Deux blocs Sanitaires Hommes et Femmes, seront mis en place et devront être raccordés au réseau existant. Ils seront équipés d'une production d'eau chaude et froide. Ces équipements devront être éclairés et équipés de moyens d'essuyages.

2. Vestiaires

Des casiers vestiaires en nombre suffisant et patères seront installés dans un local indépendant, qui devra être chauffé et éclairé.

L'entreprise devra mettre en place des extincteurs appropriés dans chaque bureau de chantier, compris entretien, pose et remplacement.

4.5.2 Branchements chantier

1. Eau potable/non potable – Poteaux d'incendie

L'entreprise titulaire du marché aura à sa charge, l'installation d'eau potable, bloc sanitaire ainsi que tous les branchements en canalisation souples en tranchée hors gel, tous robinets d'arrêt nécessaires et compteur.

2. Electricité, branchements, éclairage, distributions int. Cantonnement

Le branchement principal est à la charge de l'entreprise.

Branchement secondaire sera assuré par des armoires de distribution avec arrêt d'urgence et prévoira l'éclairage des locaux affectés par les travaux.

3. Eclairage du chantier – Préchauffage

Sans objet

4. Assainissement

➤ Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur et seront évacuées dans le réseau existant au moyen d'un branchement réalisé par l'entrepreneur, soit traité sur place en fosse.

5. Panneau de chantier

L'entreprise titulaire du lot 01, aura à sa charge dès le démarrage du chantier la mise en place d'un panneau de chantier tel que décrit dans son CCTP rubrique 1.2.2.1.

4.5.3 Stockage

Le stockage des matériaux y compris les tuyauteries et accessoires du réseau chaleur, sera effectué dans la zone de chantier de la chaufferie. Les entreprises devront approvisionner les parcours de réseau au fur et à mesure, pour ne pas causer de gêne à la circulation, et ne pas encombrer les chaussées.

4.5.4 Conditions d'enlèvement des déchets

Durant les travaux de démolition uniquement l'entreprise titulaire du lot 01, devra mettre en place des bennes avec tri sélectif sur place ou dans un centre de recueil agréé.

Il n'est pas prévu d'installation de bennes à déchets, pour le reste des travaux.

Lors du dégazage et de l'enlèvement des cuves à fuel, l'entreprise devra transmettre sans délais au maître d'ouvrage et au CSPS, les bons d'enlèvement et la destination de ces cuves.

Les déchets de chantier seront évacués journallement, des différents sites et ne devront pas encombrer les parties communes des bâtiments.

L'entreprise fournira la preuve qu'elle a confiée ou éliminée les déchets de manière conforme à la loi en fournissant les bordereaux de suivi au coordonnateur.

Aucun déchet ne devra joncher le sol ou les locaux.

En cas de carence, l'évacuation sera effectuée par une tierce entreprise à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

- Il est interdit de stocker des matériaux hors de l'emprise du chantier.
- Une copie de chaque bordereau d'enlèvement sera fournie au coordonnateur.
- Il n'est pas prévu d'installation de bennes à déchets, pour le reste des travaux.

Les feux sont interdits sur les sites de travaux

4.5.5 Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

Les entreprises utilisant des matériaux dangereux et polluant (solvant, etc...), devront les évacuer au jour le jour vers une décharge appropriée, à cet effet, elles devront fournir au coordonnateur l'adresse de la dite décharge.

4.6 PLANNING PHASAGE

4.6.1 Planning contractuel

Un planning sera fourni à tous les intervenants par le maître d'œuvre.

4.6.2 Mode opératoire général

L'entreprise devra définir dans son PPSPS, les mesures qu'elle souhaite mettre en œuvre pour réaliser ses travaux. Ses modes opératoires et moyens de prévention.

4.6.3 Contraintes spécifiques

Sans objet.

4.6.4 Contraintes d'approvisionnements

L'entreprise devra informer ces fournisseurs et transporteurs de l'unique accès de chantier. Ceci pour ne pas causer de gêne à la circulation des riverains.

4.7 CONTRAINTES LIEES AU SITE

4.7.1 Voisinage

- Les travaux sonores devront respecter la réglementation en vigueur, et l'arrêté préfectoral réglementant les travaux bruyants ainsi que les horaires de travail.. Les travaux sont effectués en site occupé.

4.7.2 Ouverture de tranchées

En fonction de la nature de sous sol l'entreprise devra s'équiper de blindages pour des fouilles supérieures à 1.30m en présence de terrain non stabilisé. Ce matériel devra être à disposition en permanence sur le site des travaux.

DESAMIANTAGE

Suite au diagnostic amiante effectué le 15 Septembre 2017, par le bureau Diagnostic immobilier, aucun matériau contenant de l'amiante n'a été découvert, dans la chaufferie ou dans les équipements contenus dans ce bâtiment. Le reste des locaux des sous stations n'a pas été visité. Des diagnostics complémentaires devront être réalisés et intégrés aux dossiers de consultation des entreprises.

4.7.3 Grues mobiles

- L'utilisation de grues mobiles en crête de talus ou sur plate forme soutenue par un ouvrage de soutènement est interdite, si elle n'a pas fait l'objet de justificatifs de stabilité basés sur une étude géotechnique détaillée.
- Elles seront équipées également d'un dispositif de contrôle d'état de charge.
- L'entrepreneur transmettra au coordonnateur de sécurité le dernier compte rendu d'épreuves et de contrôles techniques réalisés conformément à l'arrêté du 9 juin 93 pour chaque appareil de levage dès sa mise en service.

- En outre, l'entrepreneur devra pouvoir présenter au coordonnateur de sécurité les certificats d'entretien et registre de sécurité, établis conformément à la réglementation pour chaque appareil de levage.

L'entrepreneur devra préciser, lors de l'élaboration du PPSPS, les conditions d'utilisation des engins de levage, en y indiquant notamment :

- La personne désignée pour assurer les manœuvres,
- Les conditions d'ancrage des charges.

Equipements de travail	Vérification générale
Grue mobile	6 mois
Appareils mus à bras : palans, tir fors, crics, vérins, treuils	12 mois
Engins de terrassement lorsqu'ils sont équipés pour le levage	6 mois
Monte matériaux de chantier	6 mois
Nacelles élévatrices	6 mois
Echafaudage volant motorisé	6 mois
Echafaudage volant mu par force humaine	3 mois
Accessoires de levage : câbles, chaînes, palonniers...	12 mois
Equipements de protection individuelle contre les chutes	moins de 12 mois
Compresseurs mobiles	moins de 3 ans

4.8 PROTECTIONS COLLECTIVES

4.8.1 Principes généraux

- La protection collective sera préférée à la protection individuelle.
- Ces protections seront à la charge du lot Principal, celui-ci devra fournir un responsable de chantier ainsi qu'un numéro de téléphone joignable 24h/24, 7j/7j, en cas de défaillance des protections collectives, et de sa maintenance.
- Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
 - Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :
 1. Après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux
 2. Après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet
 3. Après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

4.9 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

- L'ensemble du personnel accédant au site de travaux devra porter l'équipement minimum (casque, botte ou chaussures)
- Toutes les entreprises veilleront à l'équipement et à l'utilisation des protections individuelles adaptées à leur activité.

Echelles

Les échelles seront munies de tampon caoutchouc en pied, seront attachées en tête et devront obligatoirement dépasser d'une longueur suffisante pour la zone à atteindre.

Nous rappelons que les échelles ne sont pas des postes de travail.

Balilage

Les entreprises effectuant des travaux en hauteur devront baliser leur zone de travail par la mise en place au sol de rubans de signalisation fixés sur des potelets lestés.

Différents matériels pourront ou non être communs à différentes entreprises sur initiative des entreprises. A cet effet les entreprises devront remplir une passation de matériel et la transmettre au Coordonnateur SPS avant toute utilisation.

5. INTERFERENCES / CO-ACTIVITES

5.1 GESTION DES ALEAS

Dans le cas de changement d'un mode opératoire, l'entreprise fournira une annexe à son PPSPS avant son intervention.

Le nouveau mode opératoire devra être harmonisé par le coordonnateur.

Le planning et phasage des travaux devront impérativement éviter les travaux superposés à risques.

Dans le cas où des phasages ne seraient pas respectés pour des raisons inconnues à ce jour, des protections supplémentaires seront demandées par le coordonnateur.

5.2 SALUBRITE DU CHANTIER

L'entreprise devra tenir le chantier en bon état de propreté et de salubrité. Le nettoyage se fera à l'avancement.

L'entreprise devra s'assurer du nettoyage et de la désinfection quotidienne des blocs sanitaires.

Le matériel sera correctement rangé et n'encombrera pas la zone chantier.

Dans le cas où le chantier ne serait pas nettoyé régulièrement, le maître d'œuvre, ou le coordonnateur se réservent le droit de faire intervenir une tierce entreprise à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

6. P P S P S

- Les entreprises devront participer à une inspection commune avec le coordonnateur avant la remise de leur PPSPS.
- Nous rappelons aux entreprises que le PPSPS doit être rédigé par le personnel d'encadrement de chantier et qu'il est spécifique à chaque chantier et qu'il doit comporter la liste nominative des personnes employées sur le site. Un exemplaire sera mis au poste de garde pour le contrôle des accès.
- L'intervention sur le chantier ne peut se faire qu'après harmonisation du PPSPS par le coordonnateur.
- Dans le PPSPS présenterons l'analyse des tâches et les modes opératoires qui sont à réaliser avec la mise en évidence des risques et des mesures prises par l'entreprise pour éliminer le risque.

Les différentes phase de travaux et les modes opératoires seront présentés sous forme de schémas.

- Nous rappelons aux entreprises que le PPSPS doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier.
- Avant intervention sur le chantier et après que le PPSPS ai été harmonisé par le coordonnateur, l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et commenter le PPSPS et le faire signer – le coordonnateur sera informé de cette réunion et pourra y participer.

Obligations des prestataires de service :

- Réalisation, avant toute intervention de l'accueil de ce prestataire par l'entreprise qui l'emploie et qui lui remet **les consignes générales de sécurité** établis pour l'opération.
- S'agissant d'un fournisseur occasionnel, l'accueil pourra être remplacé, à minima, par l'inclusion dans le bon de commande **des consignes générales de sécurité, d'un plan d'accès au chantier et lieu de livraison assorti de toutes consignes utiles liées** à la nature même de la livraison.
- La fiche d'accueil, signée des parties, sera établie et transmise, en copie sous 48 heures, au coordonnateur S.P.S.